

# «On en a peut-être fini avec les plans d'aide... mais pas avec l'austérité!»

Ce lundi, le troisième plan d'aide octroyé à la Grèce prend officiellement fin. Après des années de crise, c'est la fin de la tutelle imposée par les créanciers d'un pays qui va un peu moins mal.

PAVLOS KAPANTAI  
A ATHÈNES

**I**l y a deux semaines, le 6 août, la Grèce a reçu 15 milliards d'euros, dernière tranche d'aide prévue par le plan. Après huit ans et trois mémoranda, le pays ne sera plus sous tutelle. Officiellement, pour le gouvernement d'Alexis Tsipras, «un nouvel horizon se profile enfin pour la société».

C'est vrai, partiellement. Comme le rappelle Alexis Haritsis, ministre de l'Économie adjoint, «nous avons désormais un cousin comptable de 24 milliards. On n'a pas besoin immédiat de financements». Cela signifie que le financement du pays est assuré pour 22 mois. Même si les taux de financement sur les marchés devenaient rédhibitoires, la Grèce ne fera pas faillite et n'aura pas besoin de nouveau plan d'aide.

Mais le bilan de 8 ans de mise sous tutelle est lourd. D'abord, huit années de récession (2009-2016), la plus longue jamais enregistrée dans un pays en temps de paix. Ensuite 450 réformes exigées par la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international, les créanciers du pays) et qui ont été approuvées par la Vouli, le Parlement grec.

Certaines ont eu pour but de rendre le pays plus compétitif. D'autres, très nombreuses, ont été réalisées pour faire baisser le train de vie d'un État qui, en 2009, enregistrait 15,4% de déficit budgétaire. En huit ans, les fonctionnaires ont vu baisser leur salaire de plus de 40%. Les pensionnés, eux, ont vu leurs retraites baissées à 23 reprises. Socialement et politiquement, le coût de toutes ses mesures fut immense.

## Exil massif

Manifestations et émeutes ensanglantées à répétition ont émaillé le quotidien de la capitale grecque pendant des années. Tout cela alimenté par une hausse du chômage catastrophique, les demandeurs d'emploi passant de 11,4% en février 2010 à 27,9% en juillet 2013.

Phénomène intimement lié à la hausse du chômage, plus de 400.000 Grecs ont choisi l'exil pour pouvoir gagner leur vie. Ioannis Mitsopoulos, 41 ans aujourd'hui et des cheveux grisonnants, fait partie de ceux-là. Son parcours est plutôt atypique. Titulaire d'un doctorat en protection de l'environnement, il réussit, en 2009, son concours pour entrer dans la fonction publique, au ministère de l'Environnement.

Mais, le premier plan d'aide accordé à la Grèce va bloquer toutes les nouvelles embauches indéfiniment. Dépité, Ioannis part pour l'Allemagne. Il y travaillera comme

**«Le seul succès des plans d'aide, c'est d'avoir gardé la Grèce dans la zone euro et dans l'UE.»**

NIKOS CHRISTODOULAKIS  
EX-MINISTRE DES FINANCES

chercheur au Global Fire Monitoring Center, organisme environnemental dédié à la prévention des feux de forêts et géré par les Nations unies. «Au niveau professionnel c'était extrêmement intéressant. Mais la Grèce me manquait», dit-il. Surtout, sa femme, qui est prof d'anglais, a beaucoup de mal à trouver un travail en Allemagne. Quand, en 2015, l'État grec lui propose enfin d'intégrer son poste il ne va pas hésiter. Il revient au pays. Mais très vite il déchant. «Les dysfonctionnements de l'appareil d'État ici sont incroyables». Et le salaire n'est pas à la hauteur de ses compétences. Avec sa femme, ils pensent donc repartir. «Cette fois on ira, j'espère, en Australie. Nous sommes tous les deux anglophones, il nous sera facile de nous acclimater là-bas.» Il est déjà en contacts avancés pour refaire le grand saut. «Mais la Grèce me manquera.» Comme à tous ceux qui sont partis.

Pour ceux qui restent, les lendemains ne s'annoncent pas toujours évidents. «La réalité est que les cures d'austérité ne sont pas terminées», s'insurge Maria Spyrali, la porte-parole de Nouvelle Démocratie, parti d'opposition conservateur. «Le 1<sup>er</sup> janvier prochain, les retraites vont à nouveau baisser. La taxe d'habitation augmente dès le mois d'octobre, alors que le gouvernement avait promis de la supprimer. La population n'arrive plus à joindre les deux bouts et sait très bien que la sortie des programmes n'est que symbolique», poursuit-elle.

Le ressenti de la population est bien plus

proche du point de vue de l'opposition que de l'optimisme gouvernemental. «Ceux qui parlent de sortie de crise attisent notre colère!» Éva Ronpapa, couturière retraitée de 81 ans, est visiblement très énervée. En 2010, elle touchait 1.000 euros, aujourd'hui elle est à 600. Au 1<sup>er</sup> janvier elle devrait perdre encore 10%. «On en a peut-être fini avec les mémoranda, on n'en a pas fini avec l'austérité.»

En effet la Grèce devra continuer de maintenir un excédent budgétaire primaire (hors service de la dette) de 3,5% jusqu'en 2022. Sans recevoir de financement supplémentaire en échange.

## L'économie va mieux

Pourtant, tous les chiffres en attestent, l'économie du pays va un peu mieux. Timide retour à la croissance en 2017 (1,6%), confirmée par un premier trimestre 2018 (2,3%) en tête des économies de la zone euro. De plus, pour la première fois depuis 7 ans le chômage est, à 19,5%, sous la barre de 20%. Peut-on parler d'un succès, même partiel, des plans d'austérité tellement décriés?

La question énerve Nikos Christodoulakis. Ex-ministre des finances et de l'économie (2001-2004) son analyse est sans appel: «Le seul succès des plans d'aide c'est d'avoir gardé la Grèce dans la zone euro et dans l'UE.»

Pour le reste, il remet les choses dans leur contexte: «Quels étaient les buts du premier plan d'aide? Faire baisser la dette et relancer l'économie. Où en est-on aujourd'hui? C'est vrai, les chiffres sont durs. Très durs. En 2010 la dette souveraine du pays était à 125% du PIB. Elle est aujourd'hui de 175%. Et le pays a perdu 25% de son PIB! Parler d'un succès, c'est irréaliste».

Ses critiques sont très similaires à celles de tous ceux qui se sont opposés dès le départ aux plans d'aide destinés à sauver le pays de la faillite. C'est avec ce type discours que le séisme économique et social qu'a connu le pays à partir de 2010 a débouché le 25 janvier 2015 au premier gouvernement de gauche radicale au sein de la zone euro.

Alexis Tsipras et le Syriza (coalition de la gauche radicale) faisaient moins de 5% en

2010, mais pendant cinq ans ils promettent de tout faire pour mettre fin à l'austérité. Les Grecs voudront y croire.

La crise grecque atteindra incontestablement son paroxysme pendant les 6 premiers mois du gouvernement Tsipras. Avec Yanis Varoufakis, son ministre des Finances, en fer de lance. Sans cesse il dénoncera l'absurdité macroéconomique des plans imposés au pays. À l'Eurogroupe, il devient très vite persona non grata.

## Le revirement de Tsipras

N'arrivant pas à trouver un accord avec ses créanciers, Alexis Tsipras décide de jouer au poker menteur. La population le suivra sans hésiter. Le 5 juillet 2015, 62% des Grecs votent «Oxi» (non) à plus d'austérité et rejettent le nouveau plan proposé par les partenaires européens du pays. La Grèce se retrouve explicitement menacée d'expulsion de la zone euro. Le volte-face historique d'Alexis Tsipras quelques jours plus tard validera le troisième programme d'aide. Contre toute attente, et pendant que son parti se déchire en deux, il arrive à convaincre ses électeurs du bien fondé de son revirement et remporte haut la main des législatives anticipées. La Grèce reste ancrée très à gauche.

Le gouvernement essaie de faire du social et de palier aux problèmes créés par l'austérité malgré les caisses vides. Tandis qu'un tiers de la population n'a plus accès au système de santé, le gouvernement vote une loi permettant à l'ensemble de la population de se faire soigner gratuitement. Mais le manque de moyens fait que souvent les hôpitaux connaissent des problèmes budgétaires. Des aides pour se nourrir et pour reconnecter l'électricité aux familles démunies sont aussi mises en place. Rien n'y fait.

Tous les sondages montrent que lors des prochaines élections législatives (prévues pour l'automne 2019) le gouvernement sera laminé dans les urnes. Comme tout ceux qui

ont dû appliquer les plans de sauvetage avant lui. Car si la Grèce va un peu moins mal, elle ne va certainement pas bien...